

# Culture : Colère et mobilisation (p. 7)

# COMMUNISTES

## 2022 : le Conseil national adopte un projet d'orientation (pp. 4-5)



## Vidéo

Débat #EGRN :  
La 5G... et si on  
débattait  
des vrais enjeux

## Ex

Est-ce que quelqu'un pourrait contacter le ministre Darmanin pour lui dire de prévenir les policiers du 16<sup>e</sup> arrondissement que Valéry Giscard d'Estaing n'est plus ! Les ex chefs de l'État en effet ont droit (est-ce bien normal ? ça, c'est une autre affaire) à une protection permanente des forces de l'ordre. Mais cette règle (cette loi ? cet arrangement ? cette magouille ?) vaut pour les ex VIVANTS. Valéry Giscard d'Estaing est décédé, début décembre. Or les flics, nous annonce la presse ce mardi, continuent de monter la garde devant son bureau rue de Bénouville (en tout cas ils étaient encore de faction le 8 mars dernier). Il faudrait donc qu'on les informe, officiellement, que l'ex est parti. En plus, le ministre devrait apprécier, lui qui est toujours à se plaindre de manquer d'agents à mettre ici ou là. 🇫🇷

Gérard Streiff

**SOUSCRIPTION 2021** (cliquez)

Je verse: ..... €

*"Donner les moyens  
au PCF d'intervenir"*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# Disparition de Yann Le Pollotec

## membre du Conseil national

### “Notre peine est immense”

**C**'est avec une immense tristesse que nous avons appris le décès de notre ami et camarade Yann Le Pollotec, à l'âge de 59 ans, après plusieurs semaines de combat contre une forme grave de la Covid. Parmi tant d'autres, Yann a succombé malgré les efforts d'un corps médical totalement mobilisé contre la pandémie. Avec le soutien fraternel, amical, des camarades du Blanc-Mesnil qu'il chérissait tant, Cathy Nelaton, Alain Brunel, Hervé Bramy, Fabien Gay, Marie-George Buffet, Didier Mignot et tant d'autres.

Yann va beaucoup manquer à ses camarades du Blanc-Mesnil, qui se sont mobilisés sans compter aux côtés de ses proches depuis qu'il avait été hospitalisé. Membre de la direction départementale, il va manquer aux communistes de Seine-Saint-Denis par qui il était unanimement apprécié parce que Yann savait mener les débats politiques sans sectarisme, avec le souci de rapprocher les points de vue, quand la complexité du débat peut pousser à les éloigner.

Il va aussi beaucoup manquer au siège du Parti où sa perpétuelle bonne humeur, sa bienveillance à l'égard de tous, sa disponibilité et son humanisme étaient un vrai plaisir pour chacune et chacun, au quotidien. Yann était un rassembleur, avec de fortes convictions mais aussi une capacité d'écoute et de dialogue assez rare.

Ces qualités, il les avait développées dès sa jeunesse, en particulier dans son engagement au sein de l'UEC, dont il fut un membre de la direction nationale.

Dans la discrétion, Yann les a ensuite mises au service de notre parti. Scientifique, curieux, empreint des valeurs de progrès, Yann a ainsi permis d'initier les États généraux du numérique, où il a su rassembler des personnalités très diverses et permis de grandes avancées à notre parti dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Yann voulait conjuguer progrès technologique et émancipation humaine et considérait à ce titre que l'appropriation des connaissances par le plus grand nombre, la démocratie, étaient des enjeux décisifs.

C'est avec cette sensibilité et cette intelligence qu'il instruisit récemment le débat complexe sur la 5G, en faisant partager à la direction du Parti une réflexion fine cherchant à dépasser les contradictions. Résolument pacifiste, Yann était aussi un animateur exigeant du collectif

« défense nationale et paix » qui lui attirait le respect de nombreux spécialistes des questions militaires, parce que Yann savait faire converger l'exigence de protéger la Nation avec une lutte déterminée pour le désarmement et la paix.

Yann était aussi un rêveur, un contemplatif qui s'émerveillait des progrès de l'aéronautique. Cette passion l'emmenait à participer à des meetings aériens à travers toute la France. Il a toujours mis cet enthousiasme au service du Parti, en organisant à plusieurs reprises la délégation du PCF au Salon international du Bourget. Grâce à son apport, la crédibilité de notre parti pour dialoguer avec tous les acteurs de la filière s'est sans cesse renforcée.

Et, évidemment, il était un fin connaisseur de la carte électorale. Sa contribution a été précieuse pour les camarades qui ont eu la charge du secteur « élections », comme Lydie Benoist, Pascal Savoldelli ou Pierre Lacaze. Reconnu par nos partenaires de gauche, qui se sont déjà adressés à nous pour témoigner de leur sympathie en ces circonstances, Yann était un point d'appui essentiel pour conduire nos dialogues avec les autres forces politiques, tant au plan national qu'au sein des fédérations. Avec précision, il qualifiait avec pertinence les rapports de force et savait ainsi encourager nos ambitions de conquêtes et de reconquêtes électorales. Pour Yann, perdre ne signifiait jamais renoncer. Et conquérir n'avait jamais rien de définitif. Son travail sur les résultats électoraux devait d'abord servir l'intervention communiste, la mobilisation militante.

Nous rendrons hommage nationalement à Yann dès que les conditions sanitaires le permettront.

Mais nous voulons témoigner à sa maman et à ses proches, combien notre peine est immense en ce jour.

Nous leur adressons, au nom de tous les communistes, nos plus sincères condoléances et les assurons de notre plus fraternel soutien. ✪

**Fabien Roussel,**

secrétaire national du PCF et député du Nord

**Pierre Laurent,**

président du Conseil national du PCF et sénateur de Paris



**Yann Le Pollotec était un rédacteur assidu et précieux de CommunisteS, toujours de bons conseils et d'une grande convivialité. Il nous manquera.**

## 1871-2021 LA COMMUNE DE PARIS A 150 ANS ET TOUTES SES DENTS !

VERSAILLES PARTOUT,  
JUSTICE NULLE PART !



Chantal Montellier

### SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

**16-17-18 mars** : Projet de loi sécurité globale au Sénat

**17 mars 17 h** : Exigeons collectivement la réouverture des lieux culturels, place Jean-Jaurès, Montreuil (93)

**17 mars 18 h** : Facebook live hebdo du groupe communiste au Sénat, qui répond à vos questions avec Cécile Cukiermann, Non au projet de loi #Sécurité

**18 mars** : 150 ans de la Commune !

**18 mars** : Déclaration, sur les réseaux du PCF (FB, Twitter, Youtube) de Fabien Roussel sur la Commune

**18 mars 8 h 15/11 h** : Reprenons la butte. Performance participative, arts graphiques, oratoires et musicaux, avec l'ami Dugudus. Rdv sur les marches du Sacré-Cœur, rue du cardinal Dubois, Paris

**18 mars 14 h** : Cortège festif Vive la commune ! Bastille/Hôtel de Ville (Paris)

**18 mars 17 h** : 150 ans de la Commune de Paris : le début d'un monde nouveau ? Webinaire des fondations Gabriel-Péri/Rosa-Luxembourg

**18 mars 18h30** : Formation l'Économie sociale et solidaire, avec Sylvie Mayer, 75007. Inscription <https://visio.pcf.fr/b/mar-kl6-2bh-aue>

**18 mars 18 h 30** : Fabien Roussel invité de CNEWS

**19 mars** : 1962/2021 : 59<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie

**19 mars** : Marches de l'avenir pour le climat

**19 mars 15 h** : Le CERM (Centre d'études et de recherches marxistes 1959-1979) webinaire fondation Gabriel-Péri

**20 mars 10h30** : 150<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris, Balade festive contre l'effacement de la mémoire. Départ rue de la Commune, angle Moulin-de-Saquet, Villejuif (94)

**20 mars 14 h** : « Pour le respect des droits des mineurs et des jeunes majeurs étrangers isolés », place des Trois-Rois, Nogent-sur-Oise (60)

**20 mars 14 h** : La lutte continue des précaires et chômeurs devant le Medef, avenue Bosquet, Paris

**21 mars** : Initiatives autour de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

**21 mars 14 h** :

#LaFranceCestNousTous !, place Carnot, Creil (60)

**22 mars-6 avril** : Élection syndicale TPE

**22 mars 11 h** : Rassemblement de soutien à Handy Barré et Mathias Dupuis, TC de Rouen (76)

**22 mars à 11 h** : Fabien Roussel sera l'invité du grand entretien sur RT France

**23 mars 18 h 30/20 h** : Science et connaissance : l'épreuve du doute. Inscription fondation Gabriel-Péri

**24 mars 18 h** : Facebook live hebdo du groupe communiste au Sénat qui répond à vos questions

**24 mars 18 h 30** : Webinaire Laïcité-loi séparatisme, quels enjeux actuels ? Facebook section @pcfparis13

**24 mars 19 h** : Webinaire Faisons dérailler la concurrence des transports en commun en Île-de-France sur le Facebook CommunistesPouvoirVivreDF

**25-26 mars** : Machiavel, l'expérience, la politique et le peuple. Inscription avec La Pensée, fondation G.-Péri

**26 mars 18 h** : Webinaire Les communistes et la Résistance, avec Pierre Outteryck, Facebook fédération 44

**27 mars 11 h** : Défense de la rue Pierre-Sémard, Toulon (83)

**27 mars 14 h** : Hommage à Daniel Davisse, Choisy-le-Roi (94)

**27 mars 15 h** : Manifestation : Journée européenne d'actions pour le logement et contre les expulsions, rdv Parisiens place du Chatelet

**28 mars** : Marches pour une vraie loi climat

**28 mars 15 h** : Les communistes reprennent la butte, 35 rue du chevalier de la Barre, Paris 18<sup>e</sup>

**31 mars 18 h** : Energy Communities fighting energy poverty, Facebook live du PGE

**31 mars 18 h** : Facebook live hebdo du groupe communiste au Sénat qui répond à vos questions

### ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE :

**Victoires** pour les 146 contractuels de l'Hôpital de Dieppe, bientôt fonctionnaires (76)

#pasdeprofitpourlapandémie, 13 rassemblements régionaux

**Soutien** à Albert Papadacci, Nice (05)

**Pour la langue bretonne**, Quimper (29)

**Soutiens actifs** aux occupations de Théâtres, Pau, Paris, Strasbourg, Marseille, Orléans, Toulouse, Limoges, Nantes, Lille, Périgieux, Besançon, opéra de Rennes

**Soutien** aux salles de cinéma, Ivry-sur-Seine (94), Bagnolet, Noisy-le-Sec, Montreuil (93), Caen (14), Sables d'Olonne (85), La Clef (75)

**Collectes alimentaires**, Vauban (13), Aubervilliers (93), Paris 20<sup>e</sup>, aux étudiants, Perpignan, Tautavel (66), collecte de produits d'hygiène et de soins Metz (57)

**Soutien** à la maman dont le fils a été assassiné par son père, Montargis (45)

**Non aux travaux du CDG Express**,

Mitry-Mory (77)

**Pour conserver le local du SPF** à Morsang/Orge (91)

**Ma gare j'y tiens**, Pontivy (56)

**Avec** les salariés de Photowatt (07), les Boschs, Aveyron (12), les salariés de la Centrale de Gardanne (13), les salariés de l'action sociale Caen (14), les cheminots de Bègles (33), les Tecalemit (41), le personnel de l'Admr, Saint-Pol (62), le site industriel de Belfort (90)

**Pour une ville apaisée**, Étampes (91)

# Le rôle décisif du PCF

## Extraits du rapport introductif de Christian Picquet.

**N**ous avons aujourd'hui à adopter le projet de texte qui va servir de base à la discussion des communistes à propos des échéances électorales de 2022, jusqu'à la conférence nationale des 10 et 11 avril.

Le projet que vous avez entre les mains a vocation à nous permettre d'instruire collectivement toutes les dimensions d'un débat essentiel pour notre parti, et c'est dans cet d'esprit que la commission du texte a travaillé.

Notre souci a été de tenir compte, au plus près, de ce qui remontait des contributions individuelles ou collectives parvenues au site dédié à la préparation de la conférence nationale, de favoriser le plus vaste échange entre les adhérents et au sein des instances du Parti, de permettre l'enrichissement du document à partir de la richesse d'expériences qui nous caractérise, et d'ouvrir le chemin au plus large rassemblement des communistes, dans le respect de la diversité des opinions et des préoccupations qui s'expriment et vont continuer à s'exprimer d'ici les 10 et 11 avril.

L'état d'esprit de la commission, et celui d'Éliane Assassi comme de moi-même à qui vous avez confié la mission d'en animer les travaux, renvoie bien évidemment à la gravité du moment politique que connaît notre pays, comme d'ailleurs l'Europe et le monde. [...]

La gauche aborde ce moment crucial dans un état d'affaiblissement considérable. Les sondages la créditent, quelle que soit la configuration, d'un des scores les plus bas de son histoire. Le présidentia-lisme y nourrit les concurrences, ce qui se traduit par une candidature d'ores et déjà déclarée, celle de Jean-Luc Mélenchon, et d'autres qui se préparent ouvertement, chacune affichant ses tentations hégé-moniques.

L'origine de cette situation, nous le savons, vient de loin. Ce ne sont pas seulement ses divisions qui affai-

blissent la gauche, c'est avant tout la faiblesse des choix portés par une partie d'entre elle qui l'empêche de s'adresser à une très large partie de l'électorat populaire, et qui nourrit tant l'abstention que des intentions de vote extrêmement basses.

Par tout ce qui fait notre histoire, par tout ce qui fonde nos engagements, nous n'entendons pas nous résoudre à cette débâcle. Nous voulons au contraire créer les conditions d'une nouvelle majorité poli-tique, et cela doit inspirer nos décisions, loin de toute rétraction sur la seule identité communiste.

Cela suppose néanmoins de mener un débat aussi loyal que franc sur les objectifs à porter pour retrouver le chemin du monde du travail et de la création, afin d'unir toutes les forces prêtes à répondre aux exigences populaires, de favoriser le surgissement d'un puissant mouvement de contestation du sys-tème.

C'est ce que l'avant-projet de texte souligne avec force, à plusieurs reprises comme vous l'aurez cer-tainement remarqué.

La visée stratégique définie par notre 38<sup>e</sup> Congrès, celle d'une union populaire agissante, d'un Front populaire du XXI<sup>e</sup> siècle, est plus que jamais d'actua-lité.

Et s'il n'existe pas, à ce stade, un socle d'idées suffi-samment partagées entre forces de gauche et écolo-gistes pour répondre aux exigences de la situation, il nous incombe, d'un même mouvement, de faire progresser le débat sur les solutions, de faire gagner en influence les propositions que nous mettons en avant, de travailler à réunir les conditions d'une alternative politique.

C'est à partir de cette visée stratégique que se pose la question de la candidature communiste, dont nous avons reçu mandat, du 38<sup>e</sup> Congrès, de réunir les conditions.

Cette question est débattue dans le Parti, comme le montrent les contributions parvenues au site Inter-

net. C'est parfaitement normal, eu égard à l'extrême complexité du moment politique.

Le conseil national doit aujourd'hui adopter la pro-position qu'il va soumettre aux communistes en vue de la conférence nationale d'avril.

Le choix retenu par le texte est bien celui d'une can-didature communiste proposée à notre peuple.

Il part d'un constat simple : 2022 ne peut se réduire au duo Macron-Le Pen, mais il ne saurait davantage se satisfaire d'opérations bâclées qui, se résumant à des tractations de sommet, se révéleraient inévi-tablement incapables de satisfaire les attentes popu-laires.

C'est sur la base de l'analyse de la configuration poli-tique du pays, des grands enjeux que j'ai sommaire-ment décrits, et de l'état des débats à gauche que nous aboutissons à cette option.

C'est également parce que nous considérons que le Parti communiste a un rôle décisif à jouer, dans les circonstances présentes, pour aboutir à une alterna-tive de gauche qui transformera la France, s'appuiera sur le mouvement populaire, et œuvrera à recons-truire une gauche à la hauteur de ce dont a besoin le pays.

Notre parti peut, nous semble-t-il, faire bouger les lignes du débat politique, en portant un projet ambi-tieux et les propositions qui en découlent, en appe-lant à l'intervention populaire qui est indispensable pour changer les rapports de force, en sachant s'adresser au monde du travail et à la jeunesse sans lesquels une majorité politique n'est pas envisagea-ble.

Il peut se fixer l'objectif d'enclencher à la présiden-tielle une dynamique de redistribution des cartes autour d'une ambitieuse politique de changement radical. Et, par-là même, il peut travailler à construire les conditions d'une nouvelle majorité politique.

Ce combat, il nous faut évidemment le mener en nous

ouvrant largement à toutes celles et tous ceux qui sont en colère, ou qui attendent des réponses à la hauteur de leurs aspirations. La candidature commu-niste est, par conséquent, une candidature ouverte à la co-construction avec toutes les forces qui s'y mon-treront disponibles. C'est l'objet de l'appel que nous proposons de lancer à celles-ci, une fois que les com-munistes auront décidé de leur choix.

Pour le dire autrement, c'est en renforçant le Parti communiste français, en faisant avancer des conte-nus de rupture avec les politiques néolibérales et capitalistes, en redonnant confiance à des hommes et des femmes qui se désespéraient jusqu'alors de la politique, que nous voulons renforcer la gauche tout entière.

Cela implique qu'à partir de l'élection présidentielle, nous défendions une offre politique en vue d'aboutir à une nouvelle majorité politique. [...]

Par ailleurs, la commission de transparence des débats a, à ce jour, reçu trois réponses à l'appel à candidature lancé par notre dernier conseil national. Ce sont celles d'Emmanuel Dang Tran, Grégoire Munck et Fabien Roussel.

Ce conseil national va aujourd'hui choisir l'option qu'il va majoritairement proposer aux communistes. Le débat est appelé à se poursuivre et à s'enrichir jusqu'à la conférence nationale des 10 et 11 avril.

Les échanges au sein de la commission du texte se sont déroulés dans un climat fraternel, où toutes les questions ont été abordées dans le respect des points de vue, avec une grande exigence partagée de qualité, et, pour chacune et chacun, le souci d'unir les communistes dans leur diversité.

J'imagine me faire l'expression de tous mes cama-rades pour souhaiter à présent que ce climat se confirme à ce CN et tout au long des semaines qui sui-vront. 🍀

# Reconstruire l'espoir

**Réunis samedi en Conseil national, les communistes ont ouvert le débat sur leurs choix pour la présidentielle et les législatives pour "reconstruire l'espoir". Le CN s'est notamment prononcé majoritairement en faveur d'une candidature communiste à l'élection présidentielle. Résumé. Extraits. Voir le texte intégral dans la lettre numérique.**

**L**e texte, dense (27 000 signes), s'ouvre sur l'ambition communiste pour la France, l'originalité de la démarche du PCF puis il insiste sur le caractère contradictoire de la situation politique, où « rien n'est joué », marquée à la fois par de « très grands dangers et des forces disponibles à l'action ».

Des transformations révolutionnaires sont nécessaires pour sortir de la crise. Le document énumère alors les principales propositions que le PCF va mettre en débat : Une grande ambition de services publics, de protection et de promotion de biens communs ; sécuriser tous les âges de la vie, pour ouvrir une nouvelle page de progrès humain ; une révolution du travail et de l'emploi ; une grande politique pour la jeunesse ; un mode de production et de consommation écologique et social ; renouer partout, pour toutes et tous, avec les principes de la République ; une grande politique de la culture et de l'éducation ; pour une planète durable, solidaire et en paix redonner à la France une capacité d'initiative indépendante ; agir pour une construction européenne rompant avec les règles néolibérales et austéritaires de l'UE. Deux moyens sont nécessaires pour y parvenir : prendre le pouvoir sur le capital et refonder la démocratie.

## Rompre avec les logiques capitalistes

Le PCF « agit pour le rassemblement majoritaire de notre peuple », dit le chapitre suivant. « Ce ne sont pas seulement les divisions qui engendrent la fragilité de la perspective progressiste, c'est la faiblesse des idées et des choix portés par une large partie de la gauche qui nourrit l'abstention et ne permet pas de faire reculer le vote en faveur de l'extrême droite. D'importants débats, dont le peuple doit s'emparer, restent donc indispensables pour unir les forces populaires, dépasser les divisions des forces de gauche et écologistes en créant un socle d'idées suffisamment partagées, initier une construction politique nouvelle pour conduire au changement radical de politique qu'attend le pays. Nous entendons agir pour y parvenir, progresser dans cette direction en amplifiant les luttes, en poussant les idées anticapitalistes qui montent dans la société, en faisant gagner en influence les idées et propositions transformatrices portées par le Parti communiste français. Tout au long

de l'année à venir, le PCF prendra des initiatives à même de réunir les conditions d'une alternative politique autour d'un pacte d'engagements législatifs communs. »

## Une candidature communiste à la Présidentielle

Le texte affirme qu'une « candidature communiste à la présidentielle (est) utile pour transformer la France et reconstruire la gauche » et il lance un appel : « Au monde du travail et de la création, à la jeunesse, à toutes les femmes et à tous les hommes de gauche, à celles et ceux qui sont en colère ou qui attendent des réponses à leurs aspirations, nous disons : ensemble, donnons-nous les moyens d'en finir réellement avec la pandémie et d'engager une rupture avec les logiques capitalistes qui ont mené notre pays et le monde à une impasse. L'heure est à nous unir pour conquérir une vie digne et émancipée, donner un nouveau sens au travail, à l'entreprise et à la vie sociale, réussir la transition sociale et écologique. L'heure est à construire ensemble et à faire progresser des idées révolutionnaires pour le pays. L'heure est à hisser la gauche à la hauteur des besoins communs et à construire l'alternative au pouvoir d'Emmanuel Macron.

La résolution énumère les luttes en cours : « Pour que cela débouche sur des changements concrets pour nos concitoyen-ne-s, nous décidons de proposer à notre peuple une candidature communiste. À travers cette candidature, il s'agit de porter un projet partagé pour la France et les grandes propositions qui en découlent, d'œuvrer à la remobilisation du monde du travail et de la création, de la jeunesse, des forces vives du pays, sans lesquels aucun changement majoritaire ne sera possible. Il s'agit également de proposer une nouvelle offre politique, d'enclencher une véritable dynamique de changement à partir de l'élection présidentielle, de favoriser ce faisant le rassemblement autour d'une perspective de transformation de la société, de construire les conditions d'une nouvelle majorité politique de gauche.

## Un pacte d'engagements législatifs

Le document enfin montre que l'élection présidentielle et les élections législatives sont étroitement liées. « L'élection de député-e-s commu-

nistes et d'une majorité de gauche sera un important point d'appui pour la mise en œuvre d'une politique de réelle transformation sociale. Avec leur candidature à la présidentielle, les communistes entendent changer la donne, faire prévaloir à gauche des solutions transformatrices, renforcer l'influence communiste et donc celle de la gauche tout entière, initier une dynamique au service d'une nouvelle majorité politique, riche de sa diversité. Elles et ils proposent dès lors que se construise, avec toutes les forces de gauche et écologistes, en lien avec le mouvement populaire, et sur la base de mesures remettant en cause les logiques capitalistes, un pacte d'engagements législatifs communs pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Non un contrat de sommet, mais une réponse véritable aux attentes du pays. Dans chaque circonscription, nous voulons libérer les immenses aspirations au changement, prendre appui sur la richesse de chaque territoire. »

## OPTION ALTERNATIVE

Une option alternative à la proposition adoptée par le Conseil national défend une autre orientation pour les échéances présidentielles et législatives de 2022 en remplacement des deux dernières parties du texte. 2022 risque fort de ressembler à 2017, mais en pire, dit ce texte qui fait « le choix d'une démarche d'alliance et de coalition, dans la clarté d'un projet de rupture. Pour y parvenir, nous nous proposons d'interpeller et de rencontrer forces de gauche et acteurs du mouvement social pour construire une stratégie partagée. » Il aligne « 10 mesures majeures ». Pour appuyer cette démarche nous prendrons toutes les dispositions pour la populariser, ajoute cette option. « Au terme de ce processus, au second semestre 2021, les communistes se réuniront à nouveau en conférence nationale, pour s'exprimer sur les résultats de notre démarche et sur la proposition stratégique ainsi élaborée. » ✪

# Un anniversaire d'une puissante actualité

**C**e 18 mars marque le début de la Commune de Paris, qu'il nous revient de fêter allégrement pour ce qu'elle fut, une expérience unique où le peuple de Paris a pris en main son destin pour vivre l'expérience d'une République démocratique, égalitaire et sociale, une République pour le peuple, par le peuple.

Et puisqu'il s'agit du 150<sup>e</sup> anniversaire de cette séquence essentielle, constitutive de l'Histoire de la Capitale pendant les 72 jours qu'a duré la Commune, de mars à fin mai de cette année 2021 la ville de Paris va vivre au rythme de la mémoire de ces événements. Une programmation riche soutenant une multitude d'initiatives associatives et culturelles invite les Parisiennes et les Parisiens à mieux connaître, ou même à découvrir cette histoire, dans les arrondissements, dans les rues où l'insurrection fut vécue intensément.

Si nous en doutions, au regard des crispations et vociférations de la droite parisienne à l'annonce de cette commémoration par la Ville, la prise de pouvoir du peuple, pendant ces journées de 1871, par sa transformation radicale du rapport de classe, reste une brèche révolutionnaire encore d'une puissante actualité.

Forts de l'énergie de leur désespoir à la suite d'un siège qui les a affamés, meurtris, les plus humbles des Parisien-ne-s, les ouvriers, le monde du travail, refusant la représentation nationale monarchiste, ont réussi à faire naître et vivre un projet politique organisé et collectif, un espoir au service de l'amélioration de leurs conditions de vie, avec des décrets d'une telle modernité qu'ils sont en total résonance avec beaucoup de nos revendications d'aujourd'hui.

Le projet de société des communardes et communards s'appuyait sur l'aspiration à une démocratie directe avec des élus légitimes, associant des femmes en responsabilités, l'égalité entre femmes et hommes, égalité des salaires aussi. Les femmes furent d'ailleurs très impliquées



dans la Commune de Paris. Louise Michel, bien sûr, mais de nombreuses autres que cet anniversaire un peu partout mettra à l'honneur. La Commune de 1871, c'est aussi des expériences d'autogestion, la santé accessible à toutes et tous, l'école gratuite et laïque, la séparation de l'Église et de l'État, ou encore la réquisition des logements vacants pour les plus démunis, la citoyenneté offerte aux étrangers, etc. Alors oui ce fut bien sûr - les conservateurs d'aujourd'hui s'en effraient encore - aussi des épisodes violents, des édifices brûlés, des membres du clergé tués. Mais violences et exactions s'exprimèrent autant et même plus dans la répression. On le sait, les communardes et communards, les meneuses et meneurs comme les anonymes ont payé cher, au terme des 72 jours, avec les exécutions de la « semaine sanglante », sans compter toutes celles et tous ceux arrêtés et déportés. La Commune, aussi brève fut-elle, laminée au final par la revanche meur-

trière des réactionnaires tous unis contre le peuple de Paris, a néanmoins donné à espérer pour des générations un possible d'un collectif révolutionnaire. Elle a nourri, et nourri encore, l'imaginaire du mouvement ouvrier en France et bien au-delà. À l'époque déjà les gouvernants espagnols s'inquiétaient que des villes comme Barcelone ou Madrid ne s'en inspirent, et bien sûr la République espagnole s'est nourrie de cette inspiration. On put voir ensuite, dans les Brigades internationales, fièrement engagé un bataillon Louise-Michel, un bataillon de La Commune rassemblant des communistes français avec Rol-Tanguy à sa tête et montrant combien la Commune était notre héritage. La libération de Paris en août 1945, dans son engagement populaire, se souvenait encore du courage des communards... Alors, la Commune de Paris, en 2021 plus que jamais, alors que nous vivons l'agonie d'un capitalisme moderne même plus capable d'assurer la survie de toutes et tous pour les exploiter, fêtons-la, oui, pour mieux nous en inspirer !

Tout le programme des 150 ans de la Commune de Paris est accessible sur [QuefaireaParis.fr](http://QuefaireaParis.fr) Et, au final, retrouvons-nous pour une grande manif convergeant vers le mur des Fédérés le 28 mai prochain. ✪

**Laurence Patrice**  
adjointe PCF à la Maire de Paris,  
en charge de la mémoire et du monde combattant

**Lien de l'événement.**  
<https://quefaire.paris.fr/communedeparis>

# Colère et mobilisation

**D**epuis le début de la crise sanitaire, le monde de la culture et de l'art est empêché de créer et de se produire publiquement. Or, nous avons besoin de la culture et de la création artistique pour vivre pleinement, pour les rencontres qu'elle permet, pour comprendre le présent, traverser les épreuves et se projeter dans l'avenir. Pour ces raisons, culture et création artistique ne sont ni des divertissements, ni de simples objets marchands mais des biens communs essentiels, des actes par lesquels nous faisons humanité.

Maintenir la culture sous clef est une décision injuste et injustifiable. Lors de la première vague, les théâtres, les cinémas, les conservatoires... avaient adopté des protocoles sanitaires extrêmement stricts et acceptés par leurs publics. Ils étaient ainsi parvenus, sans prendre de risque sanitaire, à un fonctionnement plutôt satisfaisant. Personne n'ignorait qu'il fallût réduire les flux partout, mais comment entendre qu'on ne le fit qu'à l'endroit de la culture de façon si implacable. Personne ne peut comprendre que les lieux culturels soient fermés quand d'autres sont ouverts et sans aucune limitation du nombre de personnes accueillies. C'est tout le sens de la mobilisation du monde de la culture. C'est aussi celui de la colère de nos concitoyens empêchés de partager, de s'exprimer, de se rencontrer, de s'émuouvoir, de s'interroger...

En fermant les portes de l'art, de la culture, de la création, ce gouvernement, dont nous savons les politiques libérales, fait un choix assumé mais stérilisant, qui peut s'avérer dangereux pour la démocratie comme pour nos vies. Il conforte les dynamiques mortifères de repli et d'isolement qui altèrent les rapports sociaux et diminuent « l'humain dans l'être ». Or, pour éviter l'atrophie des esprits, stimuler le sens critique, l'imaginaire, affronter des épreuves et imaginer en sortir, pour mettre des mots, des sons et des formes sur ce que nous vivons, pour faire humanité, la culture est essentielle.

Depuis un an, des milliers de salariés du spectacle vivant, intermittents de l'emploi, ne peuvent plus travailler. Avec le chômage de masse du secteur, c'est aussi l'effondrement des systèmes de solidarité professionnelle et la paupérisation qui menacent. La crise ne touche pas que le milieu du spectacle. Les artistes-auteurs, qui bien souvent mènent en parallèle de leur travail de création, des actions de sensibilisation, ont vu celles-ci être annulées.

La crise sanitaire aggrave encore une précarité déjà trop présente dans le monde de la culture. Et comme si la situation n'était pas suffisamment inquiétante, le gouvernement ressort sa réforme de l'assurance chômage qui impactera durement l'ensemble des privés d'emploi et aggra-



vera celle des intermittents du spectacle, sans leur apporter de réponse à ce stade.

On ne peut pas continuer dans cette voie. La crise que nous traversons appelle, au contraire, à trouver les voies d'une vie culturelle retrouvée. C'est ce que demande le monde de la culture exaspéré par le mépris avec lequel il est traité par le gouvernement qui, après l'avoir jugé « non-essentiel », juge désormais les mobilisations « inutiles et dangereuses ». Au-delà de leur caractère blessant, les mots choisis signent l'aveu que la culture n'a décidément pas sa place dans les politiques menées depuis trois ans. Voire, qu'elle dérange. Sans doute parce qu'elle nous rassemble, nous éveille et nous fait grandir. La culture est subversive pour un pouvoir qui veut « un pays qui se tient sage », un peuple qui ne conteste pas les logiques libérales.

Depuis le 4 mars, l'occupation des théâtres pose avec force et de façon salutaire la question de la culture et celles des droits sociaux des acteurs culturels. Toutes ces questions, le gouvernement refuse de les voir. Elles ont pourtant résonné encore à la salle Pleyel lors de la cérémonie des Césars. Comment peut-il les ignorer plus longtemps ?

Plutôt que de s'entêter, le gouvernement doit prendre la mesure de l'urgence sociale dans laquelle se trouve le monde de la culture. Il faut entendre le besoin vital de se retrouver. Un pays qui ne danse plus, ne chante plus, ne se regarde plus, ne se parle plus, ne s'émerveille plus, ne se rêve plus, est un pays qui dépérit. ✪

**Pierre Dharréville**

responsable national du collectif Culture, député

## PCF

### SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.**

Je verse : ..... € Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
**COMITÉ DE RÉDACTION** : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Meline Le Gourrière, Delphine Miquel, Julien Zoughebi. **RÉDACTION** : Gérard Streiff  
 Mèl : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)  
**RELECTURE** : Jacqueline Lamothe  
**MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE** : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)  
 Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

## Pas-de-Calais

### À vous de choisir le monde d'après que vous voulez !

**D**ans la 6<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais (qui va de la Côte d'Opale au bassin minier), où la sortante est LREM, la liste Union de la gauche présente Jérôme Jossien, candidat (Génération.s) et Patricia Duviembourg, suppléante (PCF).

Dans leur circulaire, ils affirment que : « La course au profit ne peut plus justifier l'exploitation des humains et des ressources naturelles, au risque de compromettre notre survie. Nous militons pour faire de la sauvegarde de nos services publics la priorité absolue. Nous nous engageons pour éliminer les inégalités qui frappent injustement les territoires ruraux et les plus fragiles d'entre nous. »

Élisons un député vraiment utile, dit encore le document, qui liste une série de propositions : Éviter les fermetures de classes et suppressions de postes d'enseignants ; soutenir les aides scolaires pour enfants handicapés (ASEH) ; agir pour plus de places en crèche et sur les horaires inadaptés pour ceux qui travaillent de plus en plus loin ; maintenir les services publics : la Poste, les antennes du Trésor Public, les lignes et gares SNCF ; faciliter le renouvellement des pièces d'identité en mairie afin d'éviter de devoir se déplacer dans des centres éloignés (difficultés pour les habitants dépourvus de moyens de locomotion) ; permettre les déplacements avec les transports en commun, en particulier pour les personnes âgées ou à mobilité réduite, quand il n'y a pas de voiture à disposition ; défendre la mise en place d'un revenu universel d'existence pour notre jeunesse en détresse financière aggravée depuis la crise sanitaire ; défendre les plus démunis face à la volonté de députés LREM visant à supprimer la trêve hivernale. Leur candidature Génération.s/PCF est soutenue par France Insoumise et Gauche républicaine et socialiste.

Leur circulaire fait état de soutiens significatifs, des communistes Fabien Roussel, Cathy Apourceau-Poly, Dominique Watrin, de l'animateur LFI de Boulogne, du sénateur Corbisez. ✪

Leur circulaire fait état de soutiens significatifs, des communistes Fabien Roussel, Cathy Apourceau-Poly, Dominique Watrin, de l'animateur LFI de Boulogne, du sénateur Corbisez. ✪



## Paris 20<sup>e</sup>

### Un infirmier à l'Assemblée !



**L**e 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris se prépare à une élection législative partielle dans la 15<sup>e</sup> circonscription les 4 et 11 avril prochain.

C'est Thomas Roger, 29 ans et infirmier en service de gériatrie dans une clinique de Seine-Saint-Denis, et Charlotte Laurent qui forment le jeune binôme présenté par le PCF. En pleine pandémie, c'est une urgence de faire élire un député du monde du travail, qui connaît par cœur la réalité du terrain. Il le dit lui-même : « Ma blouse de soignant habille très bien notre programme et notre démarche démocratique. » Confronté à la violence du virus sur le plan de la santé ou le plan social, notre candidat est imprégné de légitimité. La crise actuelle, qu'elle soit sanitaire, sociale ou environnementale, fait exploser les contradictions du capitalisme. L'insécurité face à la maladie, l'impossibilité de soigner dignement, le burn-out des premiers de corvée ou les milliers de personnes qui se retrouvent sur le carreau sont autant d'enjeux qui impliquent la transformation révolutionnaire de notre société portée par le PCF ; ils sont donc portés par les deux candidats.

Les communistes du 20<sup>e</sup> arpentent depuis un mois la circonscription pour échanger et convaincre de l'utilité d'envoyer un infirmier à l'Assemblée, un véritable slogan de campagne. Les arguments ne manquent pas pour porter ce tandem au plus haut. En effet, il se démarque par la jeunesse et la cohérence. Loin des autres candidats, tous, toutes déjà élu-e-s au conseil municipal parisien, le Parti semble en bonne position pour gagner des voix dans l'est parisien populaire. La campagne pour la réquisition du brevet du vaccin et des moyens de sa production trouve un écho fort dans cette campagne. Le combat des élus parisiens contre la spéculation immobilière et pour la création de logements sociaux est également un élément central dans les échanges avec les habitants. En attendant les 4 et 11 avril, les communistes du 20<sup>e</sup> vont continuer de scander « Un infirmier à l'Assemblée », pour faire reculer l'abstention et surtout faire croître l'espoir d'une société qui protège, débarrassée du libéralisme. ✪

**Thomas Roger**

16 mars

# Les jeunes ont répondu à l'appel (du grand Léon)

**Mardi 16 mars a eu lieu une journée de mobilisation nationale de l'ensemble de la jeunesse, initiée par le MJCF et rejointe par une large inter-organisation jeune. Des manifestations se sont tenues sur l'ensemble du territoire.**

On le sait, la jeunesse est parmi les premières victimes de la crise sanitaire et sociale que nous traversons : chômage de masse, précarité, études atrophiées, inégalités creusées... C'était pourtant la première journée de mobilisation rassemblant l'ensemble de la jeunesse, après l'essai transformé des étudiantes et étudiants le 20 janvier.

Sans pouvoir compter sur le soutien des grands médias nationaux - excepté *l'Humanité* qui avait publié en premier l'appel - trop occupés à commenter les coups médiatiques du gouvernement vis-à-vis d'influenceurs, les Jeunes Communistes ont redoublé d'efforts pour populariser cette date auprès de la jeunesse. En tout, ce sont des dizaines et dizaines de milliers de tracts qui auront été diffusés par le MJCF partout en France, devant les lycées, universités, pôles emploi, foyers de jeunes travailleurs...

Un savoir-faire militant, mais surtout l'envie de faire connaître à la jeunesse les propositions révolutionnaires du MJCF pour sécuriser les parcours de vie et de formation des jeunes. Parmi elles, la suppression de la sélection et de la réforme du bac, le revenu étudiant ou encore le CDI comme norme d'embauche... Un appel à la mobilisation chaudement accueilli par la jeunesse, comme en témoigne Léon Deffontaines, secrétaire général du MJCF : « Cela fait des années qu'au MJCF nous portons ces revendications, et particulièrement aujourd'hui, celles-ci trouvent un écho large dans la jeunesse, qui se rend bien compte que le capitalisme n'est pas en mesure de répondre à ses besoins et aspirations. »

À Paris, ils étaient des milliers, malgré la pluie, à battre le pavé, dans un cortège d'où le rouge dominait et où se mêlaient lycéennes et lycéens, étudiantes et étudiants, mais aussi jeunes travailleuses et travailleurs, rejoints par des figures politiques nationales comme Fabien Roussel. Mais cette journée de mobilisation ne saurait se résumer à la manifestation parisienne. Preuve de l'implantation locale du MJCF sur tout le territoire, des milliers de jeunes ont manifesté dans les grandes métro-



poles étudiantes comme Toulouse, Lyon ou Bordeaux, mais aussi à Pau, Orléans, Charleville-Mézières ou encore Angers. À chaque fois, la jeunesse a fait preuve de son unité et de sa détermination à ne pas laisser un gouvernement incapable de dépasser ses dogmes libéraux le priver de son avenir.

Le rapport de force est instauré, la balle est maintenant dans le camp du gouvernement.

Mais il y a fort à parier que les jeunes n'en resteront pas là, et que cette journée saura trouver des suites. C'est à quoi compte s'atteler le MJCF dans les prochaines semaines, afin de transformer cette révolte qui gronde en débouché politique, et en victoires. ✪

**Léo Garcia,**

coordinateur national à la vie des départements

## Le film de l'exposition 100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs est en ligne

Dans cette année 2021 marquée par le centenaire de la naissance du PCF, découvrez cette balade filmée dans l'exposition « 100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs » qui n'a pu être ouverte au public en raison de la crise sanitaire. Bonne visite !

Un film réalisé par Nicolas Bertrand (Les Nouveaux Messagers) sur une idée de Louise Gaxie. Écrit par Guillaume Roubaud-Quashie et Corentin Lahu. Avec par ordre d'apparition : Louise Gaxie, Alain Obadia, Guillaume Roubaud-Quashie, Corentin Lahu, Fabien Roussel et C215. Produit par la Fondation Gabriel-Péri.

Catalogue de l'exposition, 100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs, Les communistes s'affichent, Guillaume Roubaud-Quashie et Corentin Lahu. Éditions Helvétius Pour en découvrir davantage sur cette histoire centenaire, rendez-vous sur la page de notre site :

[Accéder à la page dédiée](#)



# Le peuple syrien meurtri par une décennie de souffrances

**D**ix ans après le début de l'insurrection syrienne, Bachar al-Assad, avec l'appui de la Russie et de l'Iran, est parvenu à se maintenir au pouvoir tout en reprenant le contrôle de la majeure partie du territoire. La barbarie du régime est à l'origine de 400 000 décès ainsi que du déplacement ou de l'exil de cinq millions de personnes. Ce tyran a utilisé une stratégie de terreur avec des bombardements massifs, l'usage d'armes chimiques et la torture généralisée contre son propre peuple. Pour ces crimes contre l'humanité, Bachar al-Assad devra rendre des comptes.

La stratégie des pays occidentaux, dont les États-Unis et la France, de poser comme préalable le départ de Bachar al-Assad et d'armer une partie de l'opposition au régime syrien, soutenue par les pétromonarchies et la Turquie, ont accéléré le processus de militarisation et d'internationalisation de la crise politique souhaité par Bachar Al-Assad afin de tuer dans l'œuf le mouvement populaire démocratique.

**Dix ans plus tard la guerre n'est pas terminée et les opérations militaires tout comme le terrorisme djihadiste demeurent une réalité.**

La région d'Idlib, qui échappe au contrôle de Damas, est devenue le refuge des organisations djihadistes soutenues par la Turquie. En dépit d'un cessez-le-feu en vigueur depuis mars, les tensions perdurent

alors que Moscou et le régime syrien ne cachent pas leur ambition d'en reprendre le contrôle. Par ailleurs, Ankara a annexé des territoires kurdes dans le nord, notamment celui d'Afrin, dans lesquels les populations sont soumises par une politique de terreur. R.T. Erdogan a de surcroît massé des troupes à la frontière et trépigne d'impatience afin d'éradiquer l'expérience libertaire et communaliste du Rojava. À

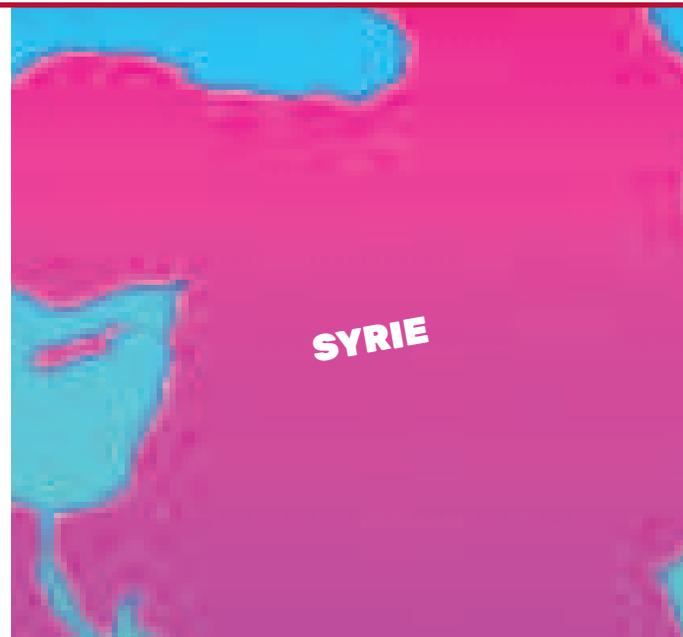


cela s'ajoute la persistance des opérations contre Daech qui ces derniers mois, dans l'est, a multiplié les opérations meurtrières. Les puissances occidentales ne sont pas en reste. Après avoir jeté de l'huile sur le feu durant tout le conflit, elles poursuivent des opérations de bombardements visant les infrastructures et les positions utilisées par les milices pro-iraniennes. Elles reçoivent l'appui constant d'Israël qui a réalisé plus d'une centaine de frappes depuis 2011 contre le régime syrien, le Hezbollah libanais et les troupes iraniennes provoquant la mort de très nombreux civils.

À la guerre, aux déplacements de populations, à l'exil, s'ajoute désormais une crise économique sans précédent aggravée par les sanctions occidentales et la Covid-19 qui disloquent le tissu social. Le pays s'enfonce désormais brutalement dans la pauvreté, voire la famine. Les pénuries sont partout, touchant l'alimentation, les produits pétroliers et gaziers, la production électrique, l'accès aux médicaments. Tous les services publics et plus particulièrement ceux de la santé et de l'éducation sont en ruine. La monnaie nationale s'est effondrée et l'hyperinflation réduit à néant le pouvoir d'achat. Le peuple syrien n'entrevoit

**« À la guerre, aux déplacements de populations, à l'exil, s'ajoute désormais une crise économique sans précédent »**

aucune perspective alors que les proches du pouvoir festoient dans les restaurants de Damas qui leur sont exclusivement ouverts. La population craint désormais encore plus la faim que la violence guerrière. Le clan corrompu et prédateur de Bachar al-Assad porte la responsabilité majeure de cette ruine alors que ses membres continuent à s'enrichir insolemment. Les alliés russes et iraniens participent aussi à la curée en contrôlant les ports ou les mines de phosphate. L'effondrement de l'économie libanaise alourdit encore la situation car de nombreux dépôts syriens se sont vola-



tilisés ou demeurent bloqués.

La fin d'un conflit armé porte souvent en lui les germes d'une reprise économique grâce aux efforts de reconstruction et à l'afflux des investisseurs. Rien de tel ne se produit en Syrie. Les caisses de l'État sont vides, l'aide étrangère est absente comme les investisseurs qui craignent la toxicité de cette économie. Les sanctions américaines amplifiées par la loi « César » visent précisément à décourager les investisseurs. Jusqu'en 2011, les sanctions se focalisaient sur des acteurs individuels et des secteurs spécifiques. Désormais, toutes les entreprises de toutes nationalités qui traiteraient avec le régime syrien s'exposeraient aux foudres de Washington. De toute évidence, comme le souligne l'ONU, ces sanctions seront inefficaces, inhumaines, constitueront un obstacle à la reconstruction et renforceront le pouvoir du clan Assad sur les secteurs les plus lucratifs de l'économie.

Dans ce contexte, les perspectives apparaissent sombres pour le peuple syrien. L'opposition politique structurée n'existe plus et celle qui demeure est discréditée et instrumentalisée par Ankara qui l'embrigade pour mener une sale guerre contre les Kurdes. Pour autant, les Syriens aspirent à la liberté, à la justice et à la paix. Les forces démocratiques à l'origine du soulèvement de 2011 existent toujours, tentent de se reconstituer, même si elles ne bénéficient d'aucun soutien. Dans ce combat difficile, les communistes sont à leur côté. ✪

**Pascal Torre**

responsable-adjoint du secteur international du PCF chargé du Maghreb et du Moyen-Orient